EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 27 juin 2024

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christian BURLE représenté par Roland MOUREN - Patrick GHIGONETTO représenté par Jean-Pierre GIORGI - Roland GIBERTI représenté par Gerard GAZAY - Laurent SIMON représenté par Danielle MILON.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Michel ROUX.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ATCS-001-16122/24/BM

■ Cité Régionale et Méditerranéenne du Cinéma - Approbation de l'avenant n°1 au protocole d'accord avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille en vue du déploiement des projets culturels prévus au titre de Marseille en Grand 95632

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le protocole intentionnel signé en 2022 par l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, établit les principes de réalisation des projets culturels du Plan « Marseille en Grand ».

Le plan « Marseille en Grand » porté par l'Etat fait suite aux annonces du Président de la République le 2 septembre 2021. Il s'inscrit dans le cadre d'une ambition nationale pour construire en France un grand projet, leader en Europe, dans le domaine de l'industrie de l'image. L'Etat a donc décidé de placer la France à nouveau en tête de la production des contenus culturels et créatifs à travers l'investissement exceptionnel du Plan « France 2030 », piloté par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI), opéré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) en lien avec le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC). L'Etat a choisi de désigner l'arc méditerranéen parmi les 3 zones prioritaires de ce plan. Marseille, deuxième ville de tournages de l'hexagone, a une place éminente à occuper pour le développement de ces pôles de création, vecteurs d'innovation et créateurs d'emplois.

Les mesures prévues par l'Etat au sein du Plan « Marseille en Grand » comportent deux ensembles bien distincts au sein de « France 2030 » :

- d'une part, des projets qui portent sur l'offre de studios et de formation instruits dans le cadre de l'appel à projets « La Grande fabrique de l'image », et ont fait l'objet d'une mise en concurrence à l'échelle nationale, pour lesquels la Métropole compte 6 projets lauréats ;
- d'autre part, des projets situés à Marseille intramuros dont la nature et les porteurs ont été identifiés et qui font l'objet, après instruction avec les collectivités territoriales, de soutiens par le versement de subventions, et qui s'élèvent à 22.5 M€.

La participation des collectivités territoriales est une condition de réalisation de ces projets. La Métropole Aix-Marseille-Provence se mobilise ainsi à la fois au titre de sa politique culturelle, approuvée le 12 octobre 2023, et économique, à travers son agenda du développement économique révisé le 30 juin 2022. Afin d'affirmer son rôle de Métropole créative, Aix-Marseille-Provence identifie le Numérique, les Industries créatives et la Microélectronique parmi les six filières d'excellence du territoire. L'alignement des priorités fixées par l'Etat dans le cadre de France 2030 en matière d'industries culturelles et créatives y est mentionné comme un actif fort pour affirmer le leadership métropolitain sur cette filière et en particulier le cinéma et ses projets structurants.

Le protocole « Marseille en Grand » identifie ainsi 4 de ces projets structurants co-instruits par l'Etat et les collectivités territoriales. Il s'agit de :

- La création d'une base logistique provisoire de tournage ;
- La modernisation du Pôle Média de la Belle de mai ;
- La création de l'Ecole Cinéfabrique Marseille avec l'installation préalable de sa classe d'orientation et de préparation « COP » ;
- La création d'une antenne de la Cinémathèque française.

La base logistique Cinébase, a été mise en œuvre grâce au soutien de la Métropole à l'association ARTS. L'association a réalisé une réhabilitation légère et une adaptation d'un bâtiment de plus de 4 000 m² situé 56 boulevard du Capitaine Gèze. Ce site présente les caractéristiques nécessaires au bon fonctionnement d'une base logistique et permet d'accueillir jusqu'à 6 productions simultanément.

Depuis la signature du protocole, les deux derniers projets cités ont évolué. Pour une question de cohérence et de rayonnement, il a été décidé de les accueillir sur un même lieu afin de les associer dans un projet à fort rayonnement : la Cité Régionale et Méditerranéenne du Cinéma, proposée par la Région sur le site des Docks des Sud. L'étude de préfiguration sur ce site, propriété de l'Établissement public d'Aménagement Euroméditerranée, a abouti à un programme plus précis construit par les équipes de la Région en lien étroit avec les opérateurs concernés et le CNC.

Le présent avenant au protocole mentionné vient préciser le programme du projet et les conditions de soutien des collectivités territoriales. Dans son ensemble, ce projet appuyé sur l'École Cinéfabrique et l'antenne de la Cinémathèque française, complétés d'un espace tertiaire et d'un pôle événementiel souhaité par la Région, propose ainsi un espace de rencontres et d'échanges pour une diversité de publics sur une superficie évaluée à 14 377 m². Il se compose plus précisément :

- D'une surface de plancher de 2 865 m² pour l'antenne de la Cinémathèque Française, qui proposera une programmation diversifiée, avec une action significative en direction du patrimoine cinématographique local et méditerranéen, des activités éducatives et culturelles s'inscrivant dans les dispositifs d'éducation à l'image (École, Collège, Lycée et apprentis au cinéma) et des expositions temporaires, dans le but de démocratiser la culture cinématographique et de former de nouveaux publics, notamment les jeunes, tout en collaborant avec des associations locales liées à l'image ;
- D'une surface de plancher de 6 514 m² pour la CinéFabrique inspirée par les mêmes principes que la CinéFabrique de Lyon, qui a pour objectif de rendre les métiers du cinéma et de l'audiovisuel accessibles à la diversité sociale en offrant une formation gratuite de trois ans aux étudiants tout en s'engageant dans des initiatives éducatives pour les jeunes défavorisés, mettant l'accent sur le vivre-ensemble et l'autonomie, reflétant ainsi la nature collective et vivante du cinéma. Cette école comprendra des logements étudiants ;
- Des espaces tertiaires dédiés aux professionnels de l'industrie cinématographique d'une surface de plancher de 940 m², dont une entité régionale pour coordonner la filière, ainsi que des bureaux et des salles de réunion pour des structures associatives et des entreprises liées au cinéma et à l'audiovisuel, favorisant ainsi les échanges et les synergies au sein de l'écosystème audiovisuel régional ;
- Un pôle événementiel régional d'une surface de plancher de 3 704 m², comprenant un auditorium de 700 places et des espaces modulables, pour répondre à des besoins variés, renforçant ainsi la capacité d'accueil et son rôle central dans la Région ;
- Un espace de restauration d'une surface de plancher de 354 m², qui fera de ce nouvel équipement culturel un lieu de vie ouvert à un large éventail de publics, offrant une atmosphère accueillante qui contribuera à forger l'identité de la Cité au sein de ce nouveau quartier ;
- Un parking en sous – sol (n-1) de 155 places (10 528 m²).

Le budget global de l'opération correspondant au programme s'établit à 55 170 000 € (valeur septembre 2023). Les coûts estimatifs sont détaillés dans l'annexe 1 au présent avenant.

Signataire du protocole le 20 octobre 2022, la Métropole Aix-Marseille-Provence soumet au vote le présent avenant au protocole visant à préciser les conditions de soutien au projet de Cité Régionale et Méditerranéenne du Cinéma.

La participation de la Métropole en investissement s'élève à 5 000 000 €, soit 11,8% du budget prévisionnel arrêté à 42 370 000 €, correspondant au programme de travaux (Cinémathèque, CinéFabrique, Espaces tertiaires, espace de restauration, hors foncier et espaces événementiels régionaux).

La participation de la Métropole au fonctionnement de la structure s'élève à 100 000 € par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECOR-001-12062/22/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2022 portant actualisation de l'Agenda du Développement Économique ;
- La délibération n° ECOR-005-12274/22/BM du Bureau de la Métropole du 20 octobre 2022 approuvant le protocole d'accord avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille en vue du déploiement des projets culturels prévus au titre de "Marseille en Grand" ;
- La délibération n° FBPA-042-15297/23/CM du Conseil de la Métropole du 7 décembre 2023 approuvant le règlement budgétaire et financier modifié.

Ouï le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 au protocole d'accord, ci-annexé, entre l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le projet de réalisation de la Cité Régionale et Méditerranéenne du cinéma.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 en section d'investissement : autorisation de programme n° H210P20D01, opération du plan pluriannuel d'investissement n°240141200D « Cité Régionale et Méditerranéenne du cinéma ».

Ces crédits relèvent de la politique « Développement économique, innovation attractivité territoriale », de la sous-politique « Innovation, filières stratégiques, enseignement supérieur et recherche » et du programme « Innovation, filières stratégiques, enseignement supérieur et recherche » et seront exécutés par le service gestionnaire 4SFDT.

Concernant le financement de 100 000 euros par an sur la section de fonctionnement, elle se compose de 50K euros annuels pour la CinéFabrique et de 50k euros pour la Cinémathèque – les modalités de versement de cette participation de la Métropole au fonctionnement de la structure seront délibérées ultérieurement.

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget principal de la Métropole de l'exercice 2025, chapitre 65 nature 65748, fonction 311 code gestionnaire 8 CAPC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Filière Cinéma,
Industrie créative

Gaby CHARROUX